



Le 02/07/2015

Section de l'Ardèche

Compte rendu du Comité Technique Local du 29 juin 2015

Le CTL se tient en première convocation le 29 juin 2015 à 9h30, avec l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal des séances des 21 octobre 2014, 24 novembre 2014 et 16 janvier 2015 ;
2. Bilan sur l'affectation des équipes de renfort en 2014 (pour information) ;
3. Bilan des entretiens professionnels 2014 (pour information) ;
4. Bilan des actions financières du CHSCT en 2014 (pour information) ;
5. Présentation du plan de prévention des risques professionnels (pour information) ;
6. Tableau de bord de veille sociale : bilan 2014 (pour information) ;
7. Formation professionnelle : bilan de l'année 2014 et présentation du plan local de formation pour l'année civile 2015 (pour avis) ;
8. Point sur la dématérialisation dans le SPL (pour information) ;
9. Rapport d'activité 2014 pour la DDFIP de l'Ardèche (pour information) ;
10. Point d'étape sur les réorganisations 2016 (pour information) ;
11. Questions diverses (dont tableau de suivi des engagements pris en CT).

Pas de liminaire pour FO et CGT.

Liminaire Solidaires Finances Publiques (SFP) : déjà diffusée par courriel du 2 juillet 2015.

POINT 1 :

Vu dans le PV du 21 octobre 2014 :

La Présidente constate de manière positive que les résultats sont très bons et les met au crédit de la grande conscience professionnelle de l'ensemble des agents du département qu'elle remercie.

SFP demande si cette phrase est toujours d'actualité pour les agents de la Trésorerie de Largentière. La directrice répond par l'affirmative et déclare qu'elle réfléchit à sa réaction suite à l'article paru dans la Tribune.

POINT 2 :

SFP dénonce le fonctionnement de notre administration où le recours à l'Équipe Départementale de Renfort (ERD) vient pallier le manque d'effectif chronique et non répondre à des besoins ponctuels ou imprévisibles. Une crise systémique que les effectifs déjà peu nombreux de l'ERD ne sauraient endiguer à eux seuls.

D'autant que certains travaux en génèrent d'autres encore plus chronophages : envoi d' Avis à Tiers Détenteur en masse par exemple.

POINT 3 :

SFP dénonce le manque de transparence de la DGFIP qui ne communique pas le bilan des entretiens pour la catégorie A+

SFP appelle de ses vœux à un boycott général de l'entretien individuel en 2016 en construisant une convergence intersyndicale. SFP demande que les entretiens soient menés collectivement au niveau de chaque service.

POINT 4 et 5 :

SFP dénonce :

- l'utilisation d'une partie des crédits du CHS pour financer des dépenses qui devraient être payées par la DDFIP.

- l'absentéisme aux formations organisées par le CHS pour « raison de service »

- la hausse des troubles liés aux risques psycho-sociaux et le traitement tertiaire qui en est fait dans le Plan Annuel de Prévention (PAP). Le PAP s'attaquant plus aux effets qu'aux causes ...

SFP rappelle que les cahiers de CHS doivent être à disposition des agents et du public et non planqués dans le bureau du chef de service.

SFP note qu'il y a de moins en moins de chef de service lors des groupes de travail d'élaboration du PAP. La directrice les sermonnera !

POINT 6 :

SFP encourage les collègues à s'exprimer via les questionnaires en ligne du TBVS.

La Directrice constate que si le TBVS 2014 n'a pas mis en lumière de problèmes inconnus de la DDFIP il est venu tout de même corroborer les situations difficiles qui ont été déjà connues des services RH.

♦ Les relations professionnelles sont dans l'ensemble apaisées

En 2014, les taux de recours des entretiens professionnels se sont établis à 2,22 % au niveau local et à 0,25 % au niveau national. Ils étaient en 2013 respectivement de 3,70% et de 1,40 %.

Enfin une bonne participation aux réunions statutaires ou paritaires (2 boycotts sur 25 réunions statutaires et paritaires organisées en 2014) est constatée.

La directrice nous donne deux pistes pour se faire entendre de la DG ! Dont les entretiens professionnels ...

POINT 7 : *seul point de l'ordre du jour où nous votions*

92 % des collègues sont satisfaits de la formation locale. Bravo aux membres de l'équipe locale de formation.

SFP demande l'implantation d'une salle de formation à Tournon et réaffirme son attachement à la formation présentielle. SFP souligne la qualité du bilan présenté pour 2014.

Pour 2015 le Plan local de Formation (PLF) prévoit une généralisation du partenariat avec la Drôme et une réflexion est en cours pour mettre à la disposition des agents

des postes dédiés à la e-formation dans un environnement plus «préservé» des nuisances du poste de travail.

La directrice indique que la e-formation va encore se développer. Nous lui rappelons à cette occasion les déboires rencontrés par les agents lors de la mise en place de l'application FDD. Dont acte !

SFP s'abstient compte tenu que le PLF 2015 nous est soumis quand les 2/3 de l'année civile sont déjà écoulés si l'on tient compte des congés d'été où il n'y a pas d'actions de formation.

FO et CGT votent « pour »

POINT 8 :

Élément majeur pour les trésoreries en 2013 et 2014

SFP rappelle l'absence de gain de temps pour l'instant mais aussi les problèmes matériels liées au travail sur deux écrans (luminosité des dalles, formats d'image différents ...), et les difficultés liées à la transmission des flux.

POINT 9 :

Ce rapport d'activité 2014 est présenté suite à l'insistante demande de SFP.

La directrice reconnaît l'intérêt de ce document synthétique sur le département tout en soulignant la grosse charge de travail que représente son élaboration pour les services de la direction.

Total TAGERFIP	450 agents
Total effectif théorique	474 agents
Total absence en équivalent temps plein	65,33 agents
Effectif disponible	408,67 agents

SFP demande que la Trésorerie de SAINT PERAY ne soit pas fermée toutes les après midi car elle dessert un bassin de vie de 20 000 personnes.

SFP rapproche ce bilan des chiffres de l'INSEE où l'Ardèche est le deuxième département après la Vendée à compter le moins de fonctionnaires par rapport au nombre d'habitants.

SFP demande une totale transparence sur le montant total des rémunérations des AFIPA.

Il manque dans ce rapport des points sur les organigrammes fonctionnels, sur Polaris (contrôle interne) et sur les activités de 2MR (Mission Maîtrise des Risques) mais aussi une synthèse littérale qui tirerait les enseignements de toutes ces données chiffrées.

Compte tenu de l'heure avancée et du nombre pléthorique de points à l'ordre du jour nous ne pouvons aller plus loin dans les débats sur ce rapport d'activité. Nous le déplorons et le faisons savoir à la Directrice.

POINT 10 :

- 2 fermetures « proposées » SERRIERES et LARGENTIERE
- proposition de transfert du recouvrement des impôts de BOURG SAINT ANDEOL et VALLON PONT D'ARC vers le SIP de LE TEIL,
- proposition de transfert de la « gestion hôpital » de VALLON vers Trésorerie de VILLENEUVE DE BERG
- proposition de transfert de la « gestion Ehpad » de VILLENEUVE DE BERG vers VALLON PONT D'ARC.

Comme toujours « Christina » Mesnager appelle les syndicats à être acteurs de ses décisions. Soutenant qu'une réforme profonde de la DGFIP doit être menée et est en marche, elle minimise voire réfute dans le même temps les efforts d'adaptation consentis par les agents depuis plusieurs années. Rendez-vous nous est donc donné le 8 septembre 2015 pour un CTL sur les réorganisations 2016.

Show must go on ?

POINT 11 :

Nous sommes à l'origine d'un outil similaire utilisé en CHSCT. Le tableau de « suivi des engagements pris en comité technique » est mis en place à notre demande. Il permettra un suivi exhaustif, dans le temps des engagements pris par la direction lors des comités techniques locaux (par exemple le 24 novembre 2014, décision a été prise de mettre à l'ordre du jour d'un CTL du 1^{er} semestre 2015 un point sur les frais de déplacement ...).

Les élus SFP au CTL de l'Ardèche

Christian DUMAS Solidaires Finances Publiques	Carine SAINT-BOIS Solidaires Finances Publiques
Joël MOUNIER Solidaires Finances Publiques	Alain LAGET, Solidaires Finances Publiques
Frédéric VIDALENCHE Solidaires Finances Publiques	Sébastien BARRET Solidaires Finances Publiques